

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JUILLET 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**"BOURSES MOBILITÉ ÎLE-DE-FRANCE DUT-LICENCE-MASTER" ET SUBVENTIONS RÉGIONALES EN  
FAVEUR DU DAEU - ANNÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	5
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	8
<a href="#">ANNEXE 1 : Fiches projet DAEU ET DAEU PRIC</a>	9
<a href="#">ANNEXE 2 : Convention type DAEU 2023 2024</a>	44
<a href="#">ANNEXE 3 : Tableau des subventions Bourses Mobilité Île-de-France - DUT-Licence-Master - Année 2023-2024</a>	51
<a href="#">ANNEXE 4 : Convention type Bourses Mobilité IDF DUT Licence Master 2023-2024.docx</a>	56
<a href="#">ANNEXE 5 : Liste complémentaire des bénéficiaires Bourses Mobilité Île-de-France BTS - Année 2022-2023</a>	70
<a href="#">ANNEXE 6 : Liste complémentaire de bénéficiaires Bourses Mobilité Île-de-France Doctorants - Année 2023-2024</a>	72

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. Soutien régional à la formation au diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) – année 2023-2024

Afin de favoriser la reprise d'études supérieures et relancer l'ascenseur social, la Région soutient la formation au DAEU – diplôme d'accès aux études universitaires selon deux axes d'intervention : d'une part en participant au financement des coûts de la formation délivrée par les universités, et d'autre part en proposant une aide individuelle de 1 000 € maximum destinée aux étudiants en reprise d'études préparant ce diplôme. En Île-de-France, 12 universités préparent à ce diplôme.

En vue de l'année universitaire 2023-2024, il est proposé une affectation par l'attribution de **subventions de fonctionnement aux 12 universités franciliennes habilitées à délivrer le DAEU** (effectif prévisionnel de 1416 étudiants) pour un montant global de **1 173 286 €** répartis ainsi :

- **961 704 €** correspondants aux subventions de fonctionnement pour l'année universitaire 2023-2024 pour 12 universités ;
- **211 582 €** au titre du Pacte Régional Investissement Compétences (PRIC), initialement signé entre l'Etat et la Région Île-de-France le 4 avril 2019 et renouvelé par convention pour l'année 2022 le 16 février 2022, afin d'accompagner quatre projets spécifiques portés par 4 universités : Sorbonne Paris Nord/Paris 13, Paris-Nanterre, Paris Cité et Sorbonne Université.

Les fiches-projets correspondant à ces soutiens sont présentés en annexe n°3 à la délibération. Par ailleurs, un bilan qualitatif de ce dispositif régional pour l'année 2021-2022 est consultable auprès du Secrétariat général du Conseil régional.

### 2. « Bourses Mobilité Île-de-France – DUT Licence Master » - Année universitaire 2023-2024

La Région soutient la mobilité internationale des étudiants franciliens disposant de faibles revenus, inscrits dans une formation initiale, en Diplôme Universitaire de Technologie, Licence ou Master (y compris les seconds cycles d'études médicales). La gestion de ces aides est déléguée aux établissements partenaires, privilégiant ainsi la relation de proximité avec les étudiants. Ces établissements sont sélectionnés par un appel à projets annuels. Afin de se mettre en conformité avec la réglementation de la gestion déléguée de ces aides régionales, l'appel à projets annuel est dorénavant destiné aux établissements d'enseignement supérieur publics uniquement.

Pour l'année universitaire 2023-2024, 66 établissements ont candidaté afin de faire bénéficier leurs étudiants de l'aide régionale « Bourses Mobilité IDF - DUT Licence Master ». Après instruction par les services régionaux, il vous est proposé d'attribuer une dotation régionale à ces **64 établissements retenus** (15 universités, 19 grands établissements et 30 écoles publiques), pour un montant global de **3 090 225 €**.

### 3. « Bourses Mobilité Île-de-France - BTS » Année 2022-2023 - Attribution d'aides individuelles supplémentaires

Le dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France - BTS » consiste en des aides individuelles de favoriser la mobilité internationale des étudiants en Sections Techniciens Supérieurs. Le soutien régional, d'un montant forfaitaire de 500 €, participe au financement des séjours de stage à

l'étranger des bénéficiaires, stage nécessaire pour l'obtention de leur diplôme de BTS. Les bénéficiaires sont sélectionnés via un appel à candidatures annuel.

Pour l'année universitaire 2022-2023, la délibération n° CP 2023-188 du 1<sup>er</sup> juin 2023 a attribué l'aide régionale à 404 étudiants pour un montant de 202 000 €. Il vous est proposé d'accorder une bourse à **3 bénéficiaires supplémentaires** suite à des recours auprès des services régionaux, pour un montant de **1 500 €**.

L'aide régionale sur ce dispositif bénéficie ainsi globalement à **407 étudiants pour l'année 2022-2023**.

#### **4. « Bourses Mobilité Île-de-France - Doctorants » Année 2022-2023 - Attribution de deux aides individuelles supplémentaires**

La Région soutient la **mobilité à l'international des doctorants** en thèse dans l'un des laboratoires des écoles doctorales **de sciences humaines et sociales** implantées en Ile-de-France, et dont les travaux de recherche nécessitent un ou plusieurs déplacements à l'étranger.

L'année 2022-2023 a fait l'objet de 2 appels à candidatures et 295 doctorants ont ainsi pu être soutenus par la Région dans la réalisation de leur séjour à l'international. Suite au recours de deux doctorantes auprès des services régionaux, il vous est proposé de soutenir la mobilité à l'international de **2 doctorantes supplémentaires**, pour un montant global de **1 800 €** maximum.

L'effectif global de bénéficiaires **pour l'année 2022-2023** est dorénavant de **297 doctorants soutenus**.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **"BOURSES MOBILITÉ ÎLE-DE-FRANCE DUT-LICENCE-MASTER" ET SUBVENTIONS RÉGIONALES EN FAVEUR DU DAEU - ANNÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Code de l'Éducation ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008 « Promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ayant adopté le règlement d'intervention pour les subventions de fonctionnement DAEU ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 adoptant la politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative au 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 adoptant la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

**VU** la délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 modifiant les règlements d'intervention de l'aide régionale au mérite et de l'aide au passage du DAEU ;

**VU** la délibération n° CR 2019-011 du 4 avril 2019 relative au Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC) ;

**VU** la délibération n° CP 2019-299 du 3 juillet 2019, modifiant le règlement d'intervention du dispositif de soutien à la formation préparant au DAEU ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2023-2028 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-243 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 : Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) – subventions de fonctionnement année universitaire 2023-2024**

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux actions de préparation au « Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires », au financement des projets détaillés en annexe n°1 à la délibération (fiches projet), par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 173 286 €**.

Approuve la convention-type présentée en annexe n°2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement d'un montant de **961 704 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300302 « Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants » du budget 2023.

Affecte à ce titre, dans le cadre du Pacte Régional Investissement Compétences (PRIC), une autorisation d'engagement d'un montant de **211 582 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 253-003 « Formations qualifiantes et métiers », Action 12500302 « Aides individuelles régionales (AIR) » du budget 2023.

**Article 2 : « Bourses Mobilité Île-de-France - étudiants en DUT-Licence-Master » - Année 2023-2024**

Décide de participer au titre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens « Bourses Mobilité IDF étudiants en DUT-Licence-Master », par l'attribution de subventions aux 64 établissements selon le tableau présenté en annexe n°3 à la présente délibération, dont le montant total prévisionnel est de **3 090 225 €** maximum.

Approuve la conventions-type présentée en annexe n°4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type objet du précédent alinéa et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 090 225 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juillet 2023, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé, assurant ainsi la continuité calendaire des départs en mobilité des étudiants entre années universitaires.

**Article 3 : Bourses Mobilité Île-de-France - BTS – Année 2022-2023**

Décide, au titre du dispositif « Bourses Mobilité Ile-de-France – BTS / Aide à la mobilité internationale des étudiants en STS », de soutenir **3 étudiants** dont les noms figurent en annexe n°5 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximal prévisionnel de 1 500 €.

Subordonne le versement de cette aide individuelle à la transmission par le bénéficiaire, dans un délai de trois mois maximum à compter de la date d'attribution de l'aide, de l'attestation du stage réalisé à l'étranger au cours de l'année scolaire 2022-2023. A l'expiration de ce délai, le droit à subvention du bénéficiaire concerné est perdu.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 500 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants », du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er septembre 2022, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé. En effet le dispositif permet de soutenir des stages avec un départ en mobilité pouvant avoir lieu dès le début de l'année universitaire 2022-2023.

**Article 3 : Bourses Mobilité Doctorants – Année universitaire 2022-2023**

Décide de soutenir au titre du dispositif « Bourses Mobilité IDF Doctorants - Aides à la mobilité internationale des doctorants », les déplacements à l'étranger de 2 doctorantes, réalisés dans le cadre de leurs travaux de thèse, dont le nom figure dans la liste en annexe n°6 à la présente délibération, par l'attribution de deux subventions individuelles d'un montant total de 1 800 € maximum.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 800 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme HP 23-003 « Actions en faveur de l'enseignement supérieur », action 12300301 « Aide à la mobilité internationale des étudiants », du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er avril 2023, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 susvisée portant révision du règlement budgétaire et financier. En effet le soutien de ces déplacements à l'étranger intervient dans le cadre de l'appel à candidatures 2022-2023 dont les mobilités éligibles peuvent démarrer dès cette date.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**



## **ANNEXE 1 : Fiches projet DAEU ET DAEU PRIC**

**DOSSIER N° EX073694 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	72 035,00 € TTC	28,00 %	20 170,00 €
Montant total de la subvention			20 170,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Adresse administrative : 5 BD DESCARTES  
77454 CHAMPS SUR MARNE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Gilles ROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Gustave Eiffel propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 26 étudiants.

Les modules enseignés sont : le Français (101 h), l'Anglais (77 h), l'Histoire (24.5 h), les Mathématiques appliquées (24,5 h), la Géographie (24.5 h). Les cours ont lieu les lundis en présentiel à raison de 7h /jour.

Les stagiaires du DEAU A sont accueillis dans les locaux d'Université Gustave Eiffel et bénéficient d'une salle avec vidéoprojecteur. Ils ont accès aux ressources mises à la disposition des étudiants (bibliothèques, ressources en ligne...). Par ailleurs, un tutorat a été mis en place dès l'année universitaire 2022-2023 (21h en hybride avec des ressources mises à disposition) pour soutenir les stagiaires en difficultés et optimiser leurs chances de réussite.

Un corps professoral composé d'universitaire (professeur d'université, Maître de conférences, agrégé, doctorant et vacataires). Les stagiaires bénéficient également d'un accompagnement individuel et d'un coaching tout le long de l'année.

Des ateliers d'orientation sont organisés le premier en début d'année et un autre dès l'ouverture de la

plateforme Parcoursup. La formation débute par une semaine pleine pendant laquelle est organisé un séminaire de rentrée avec des cours intensifs de mise à niveau notamment de français, et la présentation de toutes les ressources et services qui sont mis à disposition.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaires ou alternants) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

■ SEINE ET MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	39 781,00	55,22%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	14 034,00	19,48%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	13 209,00	18,34%
Frais de fonctionnement pédagogiques	1 200,00	1,67%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	3 811,00	5,29%
Total	72 035,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	14 504,00	20,13%
Financement Pôle emploi	1 036,00	1,44%
Fonds propres	36 325,00	50,43%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 170,00	28,00%
Total	72 035,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073701 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE DE VERSAILLES-SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	88 758,00 € TTC	54,39 %	48 278,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		48 278,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Adresse administrative : 55 AV DE PARIS  
78035 VERSAILLES

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Alain BUI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines propose les DAEU A et B en présentiel pour un effectif prévisionnel de 52 étudiants.

Pour le DAEU A, le volume total est de 230 heures, réparties ainsi : Français 70 h, Anglais 70h, Géographie 45 h et une discipline au choix entre Histoire 45h ou Economie 45 h. Les cours de 2 heures ont lieu tous les jours de 18 h à 20 h.

Les cours sont assurés par des enseignants du secondaire pour les disciplines suivantes : Français, Anglais, Géographie, Histoire. A l'exclusion de la Géographie, la promotion est scindée en deux pour les enseignements de Français, Anglais (groupe de niveau avec test en début d'année) et de fait pour les matières optionnelles : Histoire, Economie et Méthodologie.

Pour le DAEU B, le volume total est de 240 h réparties ainsi : Français 60 h, Mathématiques 60 h et deux disciplines au choix parmi Physique 60 h, Chimie 60 h et Biologie 60 h. Les cours de 2 heures ont lieu tous les jours de 16h45 à 18h45.

Les cours sont assurés par des enseignants internes à l'université pour la Chimie, la Physique et la Biologie. Deux vacataires externes interviennent pour les Mathématiques et le Français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

■ YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	22 740,00	25,62%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	44 010,00	49,58%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	22 008,00	24,80%
Total	88 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	8 840,00	9,96%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	17 390,00	19,59%
Participation des employeurs/OPCA	14 250,00	16,05%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	48 278,00	54,39%
Total	88 758,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073723 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	85 800,00 € TTC	61,25 %	52 550,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		52 550,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE

Adresse administrative : 23 BD FRANCOIS MITTERRAND  
91025 EVRY COURCOURONNES

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur VINCENT BOUHIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université d'Evry Val Essonne propose le DAEU A en présentiel et à distance pour un effectif prévisionnel de 55 étudiants.

La durée moyenne de la formation est de 225 h réparties sur deux matières obligatoires : le Français et l'Anglais et deux matières optionnelles : Histoire/Géographie, Histoire/Mathématiques ou Géographie/Mathématiques.

En Français la formation comprend le résumé de texte, l'analyse de texte littéraire, la dissertation. En Anglais, la compréhension d'un texte, le développement d'une argumentation et l'expression écrite. En Histoire, la compréhension et l'analyse des faits historiques du monde contemporain. En Géographie, la cartographie et la compréhension du monde actuel (formation à l'argumentation). En Mathématiques, les techniques élémentaires de calculs algébriques, fonctions numériques, suites arithmétiques et géométriques notion de base de l'analyse.

Des cours de méthodologie sont proposés dans chaque matière en début de formation, avec des rappels en cours d'année. Une remise à niveau et des cours de soutien sont également mis en place.

La pédagogie favorise l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, supports filmiques, supports vidéo, plate-forme e-campus, mise en place de quizz/QCM pour réviser de façon ludique. Les amphithéâtres, laboratoire de langue, bibliothèque, centre de ressources, conférences et débats sont ouverts aux étudiants du DAEU.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	22 000,00	25,64%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	55 000,00	64,10%
Frais de fonctionnement pédagogiques	7 000,00	8,16%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	1 800,00	2,10%
Total	85 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	9 350,00	10,90%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	22 000,00	25,64%
Participation des employeurs/OPCA	1 500,00	1,75%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	52 550,00	61,25%
CD 91	400,00	0,47%
Total	85 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073768 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE  
PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	203 000,00 € TTC	39,41 %	80 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON  
SORBONNE

Adresse administrative : 12 PL DU PANTHEON  
75231 PARIS 5E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame CHRISTINE NEAU-LEDUC, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Panthéon Sorbonne propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 65 étudiants.

La formation se déroule sur 25 semaines et dispose de trois matières obligatoires : Français, Culture générale et Anglais. Les TD sont de 2 heures chacun. En fonction des cours de soutien, la durée de la formation par stagiaires est de 250 heures, 287 heures avec le soutien en Anglais, 300 heures avec le soutien en Français et 337 heures avec le soutien en Français et Anglais.

En parallèle de la formation, sont proposés : une réunion d'information et de présentation du DAEU, des entretiens individuels sur demande pour un accompagnement pédagogique, financier ou social, des réunions pédagogiques et des prises de rendez-vous pour effectuer des bilans à mi-parcours.

Un personnel de catégorie B, responsable de la gestion de la scolarité, est affecté au DAEU. Des vacataires peuvent être recrutés en cas de besoin.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de



cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	90 000,00	46,39%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	43 000,00	22,16%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	55 000,00	28,35%
Frais de fonctionnement pédagogiques	5 000,00	2,58%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	1 000,00	0,52%
Total	194 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	50 000,00	25,77%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	41,24%
Fonds propres	64 000,00	32,99%
Total	194 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073911 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	207 348,00 € TTC	26,75 %	55 456,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		55 456,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE  
Adresse administrative : 17 RUE DE LA SORBONNE  
75230 PARIS 5E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel  
Représentant : Monsieur JAMIL JEAN-MARC DAKHLIA, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Sorbonne Nouvelle propose la DAEU A pour un effectif prévisionnel de 110 étudiants (85 en présentiel et 25 à distance).

Le DAEU comprend deux matières obligatoires : Français (72 h) et Anglais (72 h). Les matières suivantes sont proposées en option : Analyse de l'image (48 h), Histoire (48 h), Géographie (48 h), Mathématiques appliquées et numérique (option), Littérature (48 h).

Les enseignements sont assurés en petits groupes, avec suivi individualisé, via un responsable pédagogique, un coordonnateur pédagogique pour les enseignements à distance, un accompagnement individualisé, un soutien en français et en anglais proposé si besoin (en fonction du résultat au test de positionnement).

Les étudiants ont accès aux ressources des bibliothèques, à des évènements littéraires ainsi que des rencontres avec des auteurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**  
DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	114 840,00	55,39%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	11 478,00	5,54%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	72 030,00	34,74%
Frais pédagogiques	9 000,00	4,34%
Total	207 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	18 700,00	9,02%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	68 688,00	33,13%
Participation des employeurs/OPCA	4 800,00	2,31%
Financement Pôle emploi	2 400,00	1,16%
Fonds propres	57 304,00	27,64%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	55 456,00	26,75%
Total	207 348,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074051 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - CY CERGY  
PARIS UNIVERSITE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	70 070,00 € TTC	63,58 %	44 550,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		44 550,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Adresse administrative : 33 BD DU PORT  
95011 CERGY

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Laurent GATINEAU, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

CY Cergy Paris Université propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 60 étudiants.

Deux matières sont obligatoires : Français et Anglais. Deux matières optionnelles sont à choisir parmi : Histoire, Economie-sociologie, Géographie et Maths. L'assiduité est obligatoire, avec un régime de contrôle continu de fin septembre à début juin, comprenant une session d'examen en décembre (25% de la note finale), une autre en mars (25% de la note finale) et une session finale en juin (50% de la note finale).

Les cours du soir sont de 18h à 20h, du lundi au jeudi (rattrapage le vendredi), avec 56 h de cours par module (obligatoire). Des cours de soutien et un module d'aide à la construction du projet professionnel sont proposés, sur la base du volontariat. En vue d'une évaluation indicative, des devoirs et des exercices sont proposés d'une séance à l'autre, mais non imposés. Les enseignants sont joignables par mail en cas de question ou de besoin. Les cours comprennent des groupes de 30 étudiants maximum (sauf en économie, avec 35 étudiants).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :** VAL D'OISE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	24 736,00	35,30%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	26 381,00	37,65%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	14 894,00	21,26%
Frais de fonctionnement pédagogiques	4 059,00	5,79%
Total	70 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	25 520,00	36,42%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	44 550,00	63,58%
Total	70 070,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074138 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE PARIS-SACLAY**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	112 481,00 € TTC	54,78 %	61 619,00 €
Montant total de la subvention			61 619,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE  
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame ESTELLE IACONA, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université paris Saclay propose le DAEU A et B pour un effectif prévisionnel de 45 étudiants.

Le DAEU a comme objectif de permettre aux stagiaires d'obtenir un diplôme qui confère les mêmes droits que le baccalauréat et de se remettre à niveau dans plusieurs disciplines littéraires (niveau terminale L).

En DAEU A, le stagiaire suit 4 modules (225 heures par stagiaire) : Français, Anglais, Histoire, Géographie. Chaque module est dispensé 3 heures par semaine. En DAEU B le stagiaire doit suivre 2 modules obligatoires (Français et Mathématiques) et au moins deux autres modules parmi les 3 proposés : Chimie Physique, Biologie. Le tout pour une durée totale de 360 heures de formation (module de 90h cours TD). Il n'est pas obligatoire de suivre tous les modules la même année. L'enseignement se déroule en matinée.

En DAEU A les stagiaires bénéficient sur toute l'année d'une salle de cours équipée d'un vidéo projecteur avec écran virtuel tactile et accès internet ainsi que de matériel audio/vidéo pour la captation et la possibilité de cours en hybridation. Ils disposent d'espaces de convivialité et de travail accessibles hors de leurs heures de cours, d'accès à la bibliothèque universitaire et aux salles informatiques de l'UFR. Des manuels d'histoire, de géographie et d'anglais sont offerts aux stagiaires en début d'année.

En DAEU B Les stagiaires bénéficient des infrastructures du service de formation continue de l'UFR Sciences (salles de cours modernes, matériels audiovisuel, secrétariat) et de celles de l'Université (bibliothèque, lieux de restaurations, adresses mail). Un fond d'ouvrages et d'annales est disponible au sein du service de formation continue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	21 798,00	19,38%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	53 399,00	47,47%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	33 000,00	29,34%
Frais de fonctionnement pédagogiques	4 284,00	3,81%
Total	112 481,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	9 690,00	8,61%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	24 900,00	22,14%
Fonds propres	16 272,00	14,47%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	61 619,00	54,78%
Total	112 481,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074257 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE  
PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	322 647,00 € TTC	32,09 %	103 525,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		103 525,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL  
VAL DE MARNE

Adresse administrative : 61 AV DU GENERAL DE GAULLE  
94010 CRETEIL

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur JEAN-LUC DUBOIS-RANDE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Paris Est Créteil propose la formation au DAEU A et B pour un effectif global de 145 étudiants.

Le DAEU est un diplôme national reconnu de niveau IV. Équivalent du baccalauréat, il permet un nouveau départ à tout adulte non bachelier qui souhaite poursuivre ou reprendre ses études, accéder à une formation supérieure, se former dans de nouvelles voies professionnelles, consolider ses connaissances, ou tout simplement se cultiver.

DAEU A Créteil : 250 h environ pour 4 modules (2 obligatoires, 2 optionnels) dont Journée de pré rentrée (2 h de cours) + Stage de prérentrée (11 h de cours) + cours de soutien (selon demande des enseignants) auxquels s'ajoutent 14 h d'épreuves écrites partielles (janvier à mars), + Examen final (14 h en mai/ juin).

- DAEU A Sénart : 250 heures environ - 4 modules - 14 h d'épreuves écrites partielles (janvier à mars), + Examen final (14 h en mai/ juin)

- DAEU B : moyenne 284 h - épreuves écrites partielles (janvier à mars), + Examen final (en mai/ juin).



En DAEU B une période de positionnement de 4 à 5 semaines, associée à une évaluation sous forme de devoir surveillé en présentiel, permet de mieux évaluer le niveau à l'entrée en DAEU. A l'issue des résultats du premier devoir surveillé, un entretien individuel peut être proposé lorsque qu'un aménagement de l'offre de formation s'avère nécessaire (orientation vers un pré-DAEU ou DAEU en 2 ans).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	100 000,00	30,99%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	62 313,00	19,31%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	136 034,00	42,16%
Frais de fonctionnement pédagogiques	14 300,00	4,43%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	10 000,00	3,10%
Total	322 647,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	24 310,00	7,53%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	14 340,00	4,44%
Fonds propres	180 472,00	55,93%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	103 525,00	32,09%
Total	322 647,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074275 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - SORBONNE  
UNIVERSITE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	292 700,00 € TTC	37,92 %	111 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		111 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE

Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE  
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame NATHALIE DRACH-TEMAM, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Sorbonne Université propose le DAEU B en présentiel et à distance pour un effectif prévisionnel de 140 étudiants.

Le DAEU B est constitué de 4 modules capitalisables :

- 2 modules obligatoires : les mathématiques et le français
- 2 modules au choix parmi trois possibles : la biologie, la chimie et la physique.

Pour s'adapter aux besoins d'une formation en dehors du temps de travail des salariés, trois types de parcours sont proposés :

- Le parcours 1 en présentiel : La formation a lieu en cours du soir du lundi au vendredi ou en cours du jour le mardi et le jeudi, à raison de 14 heures par semaine sur 30 semaines soit 420 heures réparties en 150 heures de maths (5 heures par semaine), 90 heures de français (3 heures par semaine), 90 heures de biologie (3 heures par semaine), 90 heures de chimie (3 heures par semaine), 90 heures de physique (3 heures par semaine).

- Le parcours 2 en distanciel avec le CNED : La formation est organisée à distance, en partenariat avec le CNED, et comporte 90 heures minimum de regroupement assurées par Sorbonne Université, en cours du soir, à raison de 3 heures par semaine pendant 30 semaines.

- Le parcours 3 en distanciel avec Sorbonne Université : La formation appelée "hybride" est organisée autour de ressources pédagogiques, (cours théoriques, cours audio, exercices, contrôles, annales) envoyées régulièrement aux étudiants et en chronologie des cours en présentiel, de cours en visio appelés "tutorats" avec l'enseignant de la matière à raison, au minimum, de 2 heures par matière et par mois soit un minimum de 80 heures, un regroupement possible de 90 heures en cours du soir, à raison de 3 heures par semaine pendant 30 semaines, ainsi que la possibilité de regroupement pendant les heures de soutien.

En effet, 100 heures de soutien, au minimum, sont disponibles pour les trois parcours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

#### Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	53 000,00	18,11%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	72 122,00	24,64%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	105 600,00	36,08%
Frais de fonctionnement pédagogiques	17 000,00	5,81%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	45 000,00	15,37%
Total	292 722,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	23 800,00	8,13%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	96 200,00	32,86%
Fonds propres	19 722,00	6,74%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 42 000 € au titre du PRIC	153 000,00	52,27%
Total	292 722,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005080 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - SORBONNE  
UNIVERSITÉ - COMPLEMENT PRIC**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-253-657381-125003-400

Action : 12500302- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	292 722,00 € TTC	14,35 %	42 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		42 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE

Adresse administrative : 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE  
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame NATHALIE DRACH-TEMAM, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Sorbonne Université propose le DAEU B en présentiel et à distance pour un effectif prévisionnel de 160 étudiants (cf. fiche projet EX 074275).

Soutien régional dans le cadre du PRIC :

En plus d'un parcours d'enseignement du DAEU en présentiel et d'un parcours en distanciel avec le CNED, Sorbonne Université souhaite renouveler pour la rentrée universitaire 2023 un parcours d'enseignement hybride.

Ces modalités de formation sont adaptées aux étudiants :

- qui ne peuvent pas suivre les cours en présentiel et souhaitent suivre la formation au plus près de celle en présentiel. Ils souhaitent pouvoir échanger régulièrement avec les enseignants, rendu possible par les tutorats et bénéficier des regroupements et des cours de soutien en présentiel.

- qui souhaitent s'inscrire en hybride pour une ou deux matières seulement, en raison de contraintes professionnelles ou personnelles, tout en privilégiant le reste de la formation en présentiel. En cours d'année, la formation a basculé en hybride, pour une courte période ou pour quelques mois, au bénéfice d'étudiants qui ne pouvaient plus venir en présentiel souvent à cause d'obligations professionnelles

évolutives.

L'envoi des ressources pédagogiques est régulier et individuel pour chaque étudiant afin que la motivation dans le travail soit constante et entretenir une stimulation permanente des étudiants à distance. L'évolution synchrone des cours du présentiel et du distanciel a également permis aux étudiants de l'hybride de bénéficier des cours de soutien.

Cette flexibilité instaurée entre la formation en distanciel et en présentiel ainsi que les ressources pédagogiques identiques dans les deux types de formation synchrone contribuent à une meilleure assiduité et limite les abandons.

Cette offre supplémentaire de formation à destination de publics spécifiques s'est traduite en 2022-2023 par une augmentation d'effectif de 20 étudiants supplémentaires par rapport à 2021-2022.

Le dispositif 100 000 stages ne s'applique pas à ce complément de subvention PRIC. L'obligation de recrutement de stagiaires est prise en compte au titre de la fiche projet DAEU en fonctionnement (EX 074275).

**Localisation géographique :**

 DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne	53 000,00	18,11%
Frais de personnel enseignant externe	72 122,00	24,64%
Frais de personnel non enseignant	105 600,00	36,08%
Frais de fonctionnement pédagogique	17 000,00	5,81%
Frais de fonctionnement généraux	45 000,00	15,37%
Total	292 722,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires	23 800,00	8,13%
Droits de formation DAEU	96 200,00	32,86%
Fonds propres	19 722,00	6,74%
Subvention Région (sollicitée), dont 42 000 € au titre du PRIC	153 000,00	52,27%
Total	292 722,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074315 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE PARIS NANTERRE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	199 742,00 € TTC	32,32 %	64 556,00 €
Montant total de la subvention			64 556,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS NANTERRE

Adresse administrative : 200 AV DE LA REPUBLIQUE  
92001 NANTERRE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur PHILIPPE GERVAIS LAMBONY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Paris Nanterre propose la formation au DAEU A pour un effectif global prévisionnel de 130 étudiants.

La formation du DAEU A comporte obligatoirement 4 modules : français, langue vivante niveau B1 (anglais ou espagnol) et deux options à choisir parmi biologie, histoire, géographie, littérature, mathématiques, langue vivante 2, éventuellement langue vivante 3 (allemand, arabe, chinois, italien, portugais, russe). Chaque module représente 60 heures de formation, évaluations formatives et sommatives comprises, réparties sur 24 semaines d'octobre à début juin, à raison de 2,5 heures par semaine. Le niveau visé est celui d'une fin de terminale.

La dizaine d'enseignants intervenant au DAEU est composée d'enseignants du secondaire vacataires, de Prag et de Maître de conférences. Cette diversité permet à l'équipe de s'adapter au public, par nature hétérogène, et de maintenir l'exigence nécessaire à leur reprise d'études. Le premier interlocuteur des stagiaires est le chargé de la formation, en liaison avec les stagiaires tout au long de l'année, soit par mél, soit par l'intermédiaire de la plate-forme électronique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

🏠 HAUTS DE SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	28 802,00	14,42%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	21 087,00	10,56%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	66 540,00	33,31%
Frais de fonctionnement pédagogiques	21 145,00	10,59%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	62 168,00	31,12%
Total	199 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	65 400,00	32,74%
Etat/MESRI	42 204,00	21,13%
Financement Pôle emploi	500,00	0,25%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 27 082 € au titre du PRIC	91 638,00	45,88%
Total	199 742,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005082 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 UNIVERSITÉ  
PARIS NANTERRE - COMPLEMENT PRIC**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-253-657381-125003-400

Action : 12500302- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	199 742,00 € TTC	13,56 %	27 082,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		27 082,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS NANTERRE

Adresse administrative : 200 AV DE LA REPUBLIQUE  
92001 NANTERRE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur PHILIPPE GERVAIS LAMBONY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Paris Nanterre propose le DAEU A en présentiel pour un effectif prévisionnel de 130 étudiants (cf. fiche projet EX074315).

Soutien régional dans le cadre du PRIC :

Depuis 2019-2020, l'Université de Paris Nanterre a initié l'ouverture de modules d'enseignement à distance (EAD). Ce projet pédagogique a reçu le soutien de la Région Ile-de-France par une subvention spécifique dans le cadre du PRIC pour les années universitaire 2019-2020 (30 étudiants inscrits à 83 modules), 2020-2021 (51 étudiants inscrits à 118 modules), 2021-2022 (49 étudiants inscrits à 94 modules) et 2022-2023 (47 étudiants inscrits à 127 modules au total).

L'Université de Nanterre poursuivra cette offre pédagogique supplémentaire en 2023-2024 avec un objectif de 60 inscriptions à ces modules d'EAD. Le nombre d'inscription prévisionnel est en baisse, en raison de la suppression des modules optionnels d'histoire-géographie et de biologie, qu'avec l'expérience l'Université souhaite privilégier en présentiel. Les modules d'EAD maintenus seront le français et l'anglais, qui correspondent aux modules obligatoires.



L'objectif de cette mixité pédagogique est de mieux accompagner les stagiaires dans l'impossibilité de suivre le cursus présentiel en totalité, pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé. Ils s'adressent également à des stagiaires à besoins particuliers ou en avance dans certaines matières, dont le rythme de travail est différent du groupe présentiel, ou bien encore des stagiaires connaissant des troubles de l'attention ou un handicap visuel ou auditif, le cours étant entièrement rédigé.

L'EAD permet également de développer des pratiques plus interactives dans la pédagogie, en tirant partie de façon plus variée de la plateforme électronique, ce qui bénéficie également, à terme, aux stagiaires du présentiel. Les modules proposés permettent de revoir les bases nécessaires à l'acquisition d'un titre de niveau IV et, de façon informelle et interdisciplinaire, participent à la formation aux compétences-clés (1,2, 3, 4, 5, 7). Un dispositif de tutorat, mis en commun avec celui du présentiel, permet aux stagiaires uniquement en EAD d'être en contact avec l'ensemble de la promotion, les relations entre pairs étant l'un des points positifs régulièrement cité par les lauréats.

Le dispositif 100 000 stages ne s'applique pas à ce complément de subvention PRIC. L'obligation de recrutement de stagiaires est prise en compte au titre de la fiche projet DAEU en fonctionnement (EX 074315).

**Localisation géographique :**

■ HAUTS DE SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne	28 802,00	14,42%
Frais de personnel enseignant externe	21 087,00	10,56%
Frais de personnel hors enseignant	66 540,00	33,31%
Frais de fonctionnement pédagogique	21 145,00	10,59%
Frais de fonctionnement généraux	62 168,00	31,12%
Total	199 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits de formation DAEU	65 400,00	32,74%
Fonds propres	42 204,00	21,13%
Pôle Emploi	500,00	0,25%
Subvention Région (sollicitée), dont 27 082 € au titre du PRIC	91 638,00	45,88%
Total	199 742,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074359 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE PARIS CITE**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	488 595,00 € TTC	37,86 %	185 000,00 €
Montant total de la subvention			185 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE

Adresse administrative : 5 RUE THOMAS MANN  
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame Clarisse BERTHEZENE, Présidente par interim

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Paris Cité propose le DAEU A et B pour un effectif prévisionnel de 165 étudiants.

La formation est proposée sur les deux sites de l'université : Campus Saint Germain des Prés (cours du soir) et Campus Grands Moulins (cours du jour).

Le DAEU A jour comprend 11H de cours par semaine en présentiel (français obligatoire + une langue vivante obligatoire (anglais) + une première option au choix (géographie, histoire contemporaine, mathématiques + une seconde option au choix (économie, histoire contemporaine, lettres et arts, psychologie), soit 440h environ/an

Le DAEU A Cours du soir comprend 225H. Français et anglais sont obligatoires +2 options au choix : histoire, géographie ou mathématiques.

Le DAEU B jour comprend 16 H de cours par semaine en présentiel : français obligatoire + mathématiques + 2 options dont physique, chimie, biologie, soit 400/440h.

Le DAEU B soir comprend 300 H (mathématiques et français obligatoires, option physique ou chimie.

Aucun enseignement n'est mutualisé entre les DAEU jour et DAEU soir. Les enseignements ont lieu sur 2 sites distincts, avec des promotions distinctes également.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

■ DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	152 860,00	31,29%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	153 085,00	31,33%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	168 150,00	34,42%
Frais de fonctionnement pédagogiques	14 500,00	2,97%
Total	488 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	34 000,00	6,96%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	70 550,00	14,44%
Fonds propres	116 545,00	23,85%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 82 500 € au titre du PRIC	267 500,00	54,75%
Total	488 595,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005081 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE  
PARIS CITE - COMPLEMENT PRIC**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-253-657381-125003-400

Action : 12500302- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	488 595,00 € TTC	16,89 %	82 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		82 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE

Adresse administrative : 5 RUE THOMAS MANN  
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame Clarisse BERTHEZENE, Présidente par interim

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'université Paris Cité propose le DAEU A et B en présentiel pour un effectif prévisionnel total de 165 étudiants (cf fiche projet EX 074359).

Soutien régional dans le cadre du PRIC :

Depuis 1974, la Section des Etudiants Empêchés (SEE) de l'Université Paris Diderot, devenue Université Paris Cité en 2022, forme chaque année environ 250 personnes détenues dans quatre établissements pénitenciers franciliens : Maison d'arrêt de Fresnes, Maison centrale de Poissy, Maison d'arrêt de Paris La Santé, Maison centrale d'Osny.

Depuis 2019, avec le soutien du financement régional spécifique dans le cadre du PRIC, la Région a participé au financement du DAEU au sein de ces quatre établissements, dont l'ouverture d'un nouveau groupe en 2019-2020 à la Maison d'arrêt de la Santé.

La formation au DAEU proposée comprend 9 heures de cours hebdomadaires pendant 28 semaines. L'examen se déroule dans les établissements pénitenciers, sous des termes identiques qu'à l'Université Paris Cité, où les corrections sont effectuées. Le jury est le même que pour les étudiants du campus.

Dans l'objectif du DAEU qui constitue une seconde chance de reprise d'études pour des personnes en quête d'évolution personnelle et professionnelle, l'Université Paris Cité sollicite à nouveau le PRIC en 2023-2024 pour poursuivre l'objectif d'enseignement du DAEU A en milieu carcéral au bénéfice d'un effectif prévisionnel de 100 étudiants. Le DAEU en milieu carcéral est un dispositif unique en France qui montre un véritable succès et qui repose sur un fort engagement des étudiants. Le nombre d'inscription est en augmentation constante : de 63 inscrits en 2019 à 107 en 2021.

Le dispositif 100 000 stages ne s'applique pas à ce complément de subvention PRIC. L'obligation de recrutement de stagiaires est prise en compte au titre de la fiche projet DAEU en fonctionnement (EX 074359).

#### Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne	152 860,00	31,29%
Frais de personnel enseignant externe	153 085,00	31,33%
Frais de personnel hors enseignant	168 150,00	34,42%
Frais de fonctionnement pédagogique	14 500,00	2,97%
Total	488 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaire	34 000,00	6,96%
Droits de formation DAEU	70 550,00	14,44%
Fonds propres	116 545,00	23,85%
Subvention Région (sollicitée), dont 82 500 € au titre du PRIC	267 500,00	54,75%
Total	488 595,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074376 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 - UNIVERSITE  
SORBONNE PARIS NORD - PARIS 13**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-23-657381-123003-1800

Action : 12300302- Accès à l'enseignement supérieur et soutien aux étudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	386 000,00 € TTC	34,97 %	135 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		135 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII PARIS NORD  
VILLETANEUSE - USPN  
Adresse administrative : 1 RUE DE CHABLIS  
93017 BOBIGNY  
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel  
Représentant : Monsieur Christophe FOUQUERE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Sorbonne Paris Nord-Paris XIII (USPN) propose les quatre DAEU : A et B en présentiel et à distance, pour un effectif prévisionnel de 423 étudiants.

Sorbonne Paris Nord est la seule université francilienne membre du consortium du DAEU à distance SONATE regroupant par ailleurs Le Havre Normandie, Lorraine, Haute- Alsace, Grenoble, Aix-Marseille, Toulon, Nice, La Réunion, Lyon 1, Lyon 3, ULCO, UNIT, TOURS). Ce réseau a signé des conventions avec des tiers-lieux dont le réseau RITLES (Digitales Académies) et Hub de la réussite (Ecoles Seconde Chance), ainsi qu'avec l'association DaradJa pour le coaching du projet professionnel.

Les modalités d'enseignement sont les suivantes :

- DAEU A et B à distance SONATE : 300 heures + 70 heures de soutien méthodologique et coaching.

Modules obligatoires proposés en DAEU A : Français, LV1 (anglais, allemand, espagnol, portugais) et Méthodologie. Modules optionnels : Histoire, Géographie, Philosophie, Mathématiques, Finance d'Entreprise, Comptabilité, Métiers de la Santé, Initiation au Travail Social.

Modules proposés en DAEU B :

Modules obligatoires : Français, Mathématiques et Méthodologie de Travail

Modules optionnels : Physique, Chimie, SVT, Anglais, Finance d'Entreprise, Comptabilité, Métiers de la Santé, QLIO, Génie Civil et Introduction à la Programmation

DAEU Présentiel

DAEU A : Les matières obligatoires sont le Français et l'Anglais, et les optionnelles : Histoire, Géographie, Civilisation de l'Islam, Mathématiques, et Introduction au droit.

DAEU B : Les matières obligatoires sont le Français et les Mathématiques et les optionnelles : Biologie, Chimie et Physique.

Pour le DAEU à distance, cours accessibles sur la plateforme 24h/24h avec pour chaque jalon : un cours polycopié, un cours médiatisé (sous forme de texte à trous, de présentation vidéo, de PowerPoint animé...), un dossier et son corrigé, un glossaire, des documents annexes (bibliographie, webographie, vidéothèque...), des autoévaluations interactives pour chaque période de cours (glisser-déposer, QCM, Vrai/faux.....). Chaque étudiant a quatre enseignants soit 1 par cours qui est chargé d'un accompagnement pédagogique, de propose un calendrier des tâches et du travail, de corriger de façon personnalisée 2 à 4 devoirs, d'animer et de corriger les temps de classe inversée et les web conférences.

Pour le DAEU Présentiel :

La scolarité est organisée de fin octobre à début juin sur quatre demi-journées pour le DAEU A et 5 demi-journées pour le DAEU B. Chaque matière comprend deux à quatre heures de cours magistral et une heure de soutien par semaine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

🏠 SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant interne à l'Université	14 000,00	3,63%
Frais de personnel (rémunérations et charges) enseignant externe à l'Université	142 000,00	36,79%
Frais de personnel (rémunérations et charges) hors enseignant (personnel administratif, intervenants)	177 000,00	45,85%
Frais de fonctionnement pédagogiques	28 000,00	7,25%
Frais de fonctionnement administratifs ou généraux	25 000,00	6,48%
Total	386 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires (étudiants)	57 528,00	14,90%
Droits d'inscription spécifiques DAEU (étudiants)	114 210,00	29,59%
Participation des employeurs/OPCA	10 800,00	2,80%
Financement Pôle emploi	3 600,00	0,93%
Fonds propres	4 862,00	1,26%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée), dont 60 000 € au titre du PRIC	195 000,00	50,52%
Total	386 000,00	100,00%



**DOSSIER N° 23005083 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DAEU 2023-2024 UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD-PARIS 13- COMPLEMENT PRIC**

**Dispositif** : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires (n° 00000455)

**Délibération Cadre** : CP2019-299 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 932-253-657381-125003-400

Action : 12500302- Aides individuelles régionales (AIR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	386 000,00 € TTC	15,54 %	60 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		60 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNIVERSITE PARIS XIII PARIS NORD  
VILLETANEUSE - USPN

Adresse administrative : 1 RUE DE CHABLIS  
93017 BOBIGNY

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Christophe FOUQUERE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'Université Paris 13 propose les 4 DAEU : A et B en présentiel et à distance DAEU SONATE (Solidarité Numérique et Attractivité des Territoires), pour en effectif prévisionnel de 423 étudiants (cf fiche projet EX 074376).

Soutien régional au titre du PRIC :

Pour l'année universitaire 2023-2024, l'université Paris 13/Sorbonne Paris Nord souhaite renouveler les projets pédagogiques initiés dès 2019 et selon la ventilation suivante :

Les projets sont les suivants :

Pour le DAEU SONATE :

- 40 places supplémentaires pour le DAEU SONATE (20 en A et 20 en B),
- 30 places d'accès et d'accompagnement dans les tiers-lieux franciliens,
- 40 h de coaching du projet professionnel à distance, et 30 h en présentiel,
- 30h de parrainages par les pairs et 48h de cours de soutien en regroupement présentiel.

Pour le DAEU présentiel :

- 30 heures de coaching du projet professionnel au bénéfice de 26 étudiants.

Toutes les actions prévues dans le projet 2022-2023 ont pu être lancées et finalisées dans le calendrier prévu :

- les partenariats avec les tiers-lieux s'est concentré sur les Smart Université (issues des Hub de la Réussite) et des Digitales Académies ; la majorité ont obtenu de la part du Ministère le label de Campus connectés. Ces campus proposent un cadre et un planning de travail, et ils sont encadrés par un accompagnateur sur place, qui est en lien constant avec le secrétariat pédagogique du DAEU Sonate à l'USPN.

Après Meaux, Gagny et Garges-les-Gonesse, la Smart université de Taverny a été ouverte en septembre 2021. 30 étudiants se sont inscrits pour la promotion de novembre 2022 et 12 étudiants inscrits pour la promotion d'avril 2023, soit 42 étudiants pour 2022-2023 (stabilisation par aux 44 inscriptions en 2021-2022).

La demande en coaching professionnel est de plus en plus importante notamment avec les candidats qui démarrent très tôt à partir de février sur la plateforme Parcoursup. En 2021, 122 étudiants s'étaient inscrits et la demande est en forte hausse sur 2022-23, avec 146 étudiants inscrits pour la promotion de novembre 2022.

Face à la demande croissante des étudiants pour le parrainage, trois anciens étudiants du DAEU SONATE ont été recrutés pour l'année universitaire 2022-2023. Pour la promotion de novembre 2022, 141 étudiants se sont inscrits, contre 75 en novembre 2021.

Le dispositif 100 000 stages ne s'applique pas à ce complément de subvention PRIC. L'obligation de recrutement de stagiaires est prise en compte au titre de la fiche projet DAEU en fonctionnement (EX 074376).

**Localisation géographique :**

 SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel enseignant interne	14 000,00	3,63%
Frais de personnel enseignant externe	142 000,00	36,79%
Frais de personnel hors enseignant	177 000,00	45,85%
Frais de fonctionnement pédagogique	28 000,00	7,25%
Frais de fonctionnement généraux	25 000,00	6,48%
Total	386 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droits d'inscription universitaires	57 528,00	14,90%
Droits de formation DAEU	114 210,00	29,59%
Employeurs/OPCA	10 800,00	2,80%
Pôle Emploi	3 600,00	0,93%
Fonds propres	4 862,00	1,26%
Subvention Région (sollicitée), dont 60 000 € au titre du PRIC	195 000,00	50,52%
Total	386 000,00	100,00%

## **ANNEXE 2 : Convention type DAEU 2023 2024**



**Convention de mise en œuvre du dispositif régional  
« Soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU)  
Année Universitaire XXXX-XXXX**

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP XX-XXX du XX XXX XXXX,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

*(partie à compléter par la structure)*

L'organisme dénommé : .....  
dont le statut juridique est : .....  
N° SIRET : .....  
dont le siège social est situé : .....  
ayant pour représentant : .....  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la participation financière de la Région au titre du dispositif régional de «soutien au Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires » (DAEU), adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019- 299 du 3 juillet 2019, relative à la promotion de l'égalité des chances et de l'accès à l'enseignement supérieur.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP XX-XXX du XX/XX/XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir «**Sigle\_organisme**» pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : «**Numéro\_de\_convention**».

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «**TIR**»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «**Budget\_total\_de\_l'action**» €, soit un montant maximum de subvention de «**TOTAL\_SUBV**» €.

Le cas échéant : au titre du PRIC, une subvention spécifique est attribuée à «**Sigle\_organisme**» pour la réalisation de la même opération dont le descriptif figure

dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention «Numéro\_de\_convention».

Dans cet objectif, la Région Ile-de-France accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «TIR»% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Budget\_total\_de\_l'action\_» €, soit un montant maximum de subvention de «TOTAL\_SUBV\_» €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter «Nbre\_stagiaire\_à\_recruiter» stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (<https://mesdemarches.iledefrance.fr>) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du

siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc..) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

En cas de subvention spécifique au titre du PRIC, les obligations de communication par le Haut-Commissariat et se traduisent comme suit au plan régional :

- Apposition du logo de la Région Ile-de-France, de la Préfecture de la Région, avec la mention « avec le soutien de », sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Apposition du label Plan d'investissement dans les compétences, sur tous les documents de présentation de leur action ;
- Information pour validation de la région, préalablement à toute communication publique mettant le projet sélectionné en avant.

#### ARTICLE 2.6 : INSCRIPTION DANS LA BASE DE DONNEES « DOKELIO » :

L'offre de formation dispensée dans le cadre du présent programme est diffusée sur le site du CARIF Francilien.

En conséquence, la structure bénéficiaire a pour obligation de déclarer et de mettre à jour ses données (dates des sessions, objectifs, contenu, pré-requis, etc) sur DOKELIO Ile-de-France (<https://dokelio-idf.fr>).

Cette obligation a pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité à l'action de formation auprès des stagiaires et des prescripteurs. En effet, l'information fiabilisée dans DOKELIO Ile-de-France est destinée à alimenter différents systèmes d'information du service public de l'orientation et de l'emploi.

La Région Ile-de-France vous accompagne dans la saisie et l'utilisation de DOKELIO Ile-de-France : [dokelio@iledefrance.fr](mailto:dokelio@iledefrance.fr)

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

- Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement complète, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un **délai maximum de deux années pour présenter le solde de l'opération**. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention et **dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle**.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée. La demande de solde doit être accompagnée d'un **bilan qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée** selon des modèles transmis par la Région Ile-de-France.

Le cas échéant, les publics concernés par des projets soutenus dans le cadre d'une subvention régionale spécifique attribuée au titre du Pacte régional pour l'investissement dans les compétences (PRIC), signé entre la Région Ile-de-France et l'Etat le 4 avril



2019, devront faire l'objet **d'un bilan et suivi individuel et nominatif** auprès des services de l'Etat.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée (budget réalisé en recettes et dépenses). Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et de l'agent comptable.

Le versement du solde est également subordonné à la production des justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

### ARTICLE 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention, à savoir le **XX/XX/XXX** [date de la CP] et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir **XX/XX/XXX** [date de la CP].

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par l'application des règles de caducité de la subvention énoncées à l'article 3.1 de la présente convention.

La période d'exécution de l'action subventionnée est précisée dans la fiche projet.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

**La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° **XX-XXX**.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux.

Le.....

L'organisme

(nom, qualité du signataire  
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil  
Régional d'Ile de France

**ANNEXE 3 : Tableau des subventions Bourses  
Mobilité Île-de-France - DUT-Licence-Master - Année  
2023-2024**

## Dispositif régional "Bourses Mobilité Ile-de-France - étudiants en BUT, Licence, Master"

### Subventions aux 64 établissements partenaires pour l'année 2023-2024

(dont 1 nouvel établissement partenaire)

Référence administrative - Demande	Numéro dossier IRIS	NOM de l'établissement	Type d'établissement	Subvention attribuée en 2022-2023	Montant proposé au vote 2023-2024
00186351	EX074578	UNIVERSITE PARIS-SACLAY	Université	164 700,00 €	185 000,00 €
00186892	EX074141	UNIVERSITE PARIS 3 SORBONNE NOUVELLE	Université	105 625,00 €	115 625,00 €
00190268	EX074152	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE	Université	207 500,00 €	217 500,00 €
00192256	EX074167	UNIVERSITE PARIS 13 PARIS-NORD VILLETANEUSE _ USPN	Université	204 000,00 €	204 000,00 €
00192475	EX074222	UNIVERSITE DE VERSAILLES-SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES _ UVSQ	Université	111 225,00 €	111 225,00 €
00192860	EX074177	UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE _ UPEC	Université	230 675,00 €	195 000,00 €
00192954	EX074219	SORBONNE UNIVERSITE	Université	315 625,00 €	315 625,00 €
00193068	EX074218	UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL	Université	108 800,00 €	108 800,00 €
00193434	EX074198	UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS	Université	116 450,00 €	126 450,00 €
00193695	EX074208	UNIVERSITE PARIS NANTERRE	Université	223 775,00 €	253 775,00 €
00193724	EX074211	UNIVERSITE PARIS 8 VINCENNES SAINT DENIS	Université	115 000,00 €	115 000,00 €
00194306	EX074199	UNIVERSITE PARIS DAUPHINE	Université	75 625,00 €	95 625,00 €
00194498	EX074194	CY CERGY PARIS UNIVERSITE	Université	141 700,00 €	141 700,00 €
00194571	EX074190	UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE	Université	90 000,00 €	90 000,00 €
00194948	EX074181	UNIVERSITE PARIS CITE	Université	260 000,00 €	220 000,00 €
Montant total pour 15 Universités =					2 495 325,00 €

Référence administrative - Demande	Numéro dossier IRIS	NOM de l'établissement	Type d'établissement	Subvention attribuée en 2022-2023	Montant proposé au vote 2023-2024
00186362	EX074139	ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES _ EPHE	Grand établissement		9 000,00 €
00187927	EX074142	ECOLE NORMALE SUPERIEURE _ ENSP	Grand établissement	14 000,00 €	15 500,00 €
00190237	EX074151	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE TECHNIQUES AVANCEES _ ENSTA PARIS	Grand établissement	7 700,00 €	10 700,00 €
00191246	EX074158	INSTITUT MINES TELECOM SUDPARIS	Grand établissement	6 900,00 €	9 900,00 €
00191655	EX074160	INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE _ INP	Grand établissement	8 900,00 €	11 900,00 €
00192445	EX074168	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARTS ET METIERS _ ENSAM	Grand établissement	11 350,00 €	13 850,00 €
00192520	EX074172	CENTRALESUPELEC	Grand établissement	7 700,00 €	10 700,00 €
00192680	EX074173	INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES _ INALCO	Grand établissement	30 000,00 €	30 000,00 €
00192925	EX074220	MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE _ MNHN	Grand établissement	7 700,00 €	10 700,00 €
00193019	EX074183	ECOLE NORMALE SUPERIEURE PARIS-SACLAY _ ENSPS	Grand établissement	18 850,00 €	18 850,00 €
00193043	EX074185	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES _ EHESS	Grand établissement	5 250,00 €	5 250,00 €
00193204	EX074193	ECOLE POLYTECHNIQUE	Grand établissement	10 150,00 €	11 150,00 €
00193716	EX074212	ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES _ ENPC	Grand établissement	7 500,00 €	10 500,00 €
00193717	EX074214	INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO	Grand établissement	67 850,00 €	77 850,00 €
00193719	EX074213	INSTITUT MINES TELECOM PARIS	Grand établissement	7 500,00 €	10 500,00 €
00194299	EX074202	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT _ AGROPARISTECH	Grand établissement	14 000,00 €	13 000,00 €
00194531	EX074192	ECOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ECONOMIQUE _ ENSAE PARIS (GROUPE _ GENES)	Grand établissement	5 400,00 €	9 000,00 €
00194612	EX074186	INSTITUT MINES TELECOM BUSINESS SCHOOL _ IMTBS	Grand établissement	7 600,00 €	9 000,00 €
00202041+34:39	EX074140	ECOLE NATIONALE DES CHARTES _ ENC	Grand établissement	5 000,00 €	5 000,00 €
Montant total pour 19 Grands établissements =					292 350,00 €

Référence administrative - Demande	Numéro dossier IRIS	NOM de l'établissement	Type d'établissement	Subvention attribuée en 2022-2023	Montant proposé au vote 2023-2024
00188822	EX074144	LYCEE TECHNOLOGIQUE ESTIENNE ESAIG	Ecole publique	7 500,00 €	9 000,00 €
00189471	EX074145	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE L'ELECTRONIQUE ET DE SES APPLICATIONS _ ENSEA	Ecole publique	14 200,00 €	14 200,00 €
00189648	EX074146	ECOLE SUPERIEURE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE INDUSTRIELLES DE LA VILLE DE PARIS _ ESPCI	Ecole publique	6 100,00 €	8 600,00 €
00189942	EX074148	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS _ ENSBA	Ecole publique	9 700,00 €	11 200,00 €
00190197	EX074149	LYCEE TECHNOLOGIQUE - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUEES ET DES METIERS D'ART _ ENSAAMA	Ecole publique	8 100,00 €	10 600,00 €
00190205	EX074150	REGIE ECOLE INGENIEURS VILLE PARIS _ EIVP	Ecole publique	7 500,00 €	9 000,00 €
00190296	EX074154	INSTITUT SUPERIEUR DE MECANIQUE DE PARIS _ ISMEP (ISAE-SUPMECA)	Ecole publique	11 350,00 €	11 350,00 €
00190492	EX074155	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CREATION INDUSTRIELLE _ ENSCI-LES ATELIERS	Ecole publique	7 700,00 €	9 200,00 €
00190807	EX074156	ECOLE DU LOUVRE	Ecole publique	11 700,00 €	14 200,00 €
00191221	EX074157	ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT _ ENVA	Ecole publique	8 700,00 €	11 700,00 €
00191447	EX074159	ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN ELECTROTECHNIQUE ET ELECTRONIQUE _ ESIEE PARIS	Ecole publique	7 700,00 €	10 700,00 €
00191745	EX074161	CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS _ CNSMDP	Ecole publique	7 500,00 €	10 000,00 €
00191747	EX074221	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE _ ENSAPV	Ecole publique	14 200,00 €	16 200,00 €
00192143	EX074166	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE PARIS _ ENSCP	Ecole publique	5 400,00 €	8 500,00 €
00192686	EX074175	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS _ ENSMP	Ecole publique	7 500,00 €	10 500,00 €
00193179	EX074216	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'ENTREPRISE _ ENSIIE	Ecole publique	7 700,00 €	10 200,00 €
00193192	EX074189	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST _ ENSAPE	Ecole publique	7 500,00 €	10 500,00 €
00193396	EX074195	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE PAYSAGE _ ENSP	Ecole publique	6 000,00 €	6 000,00 €
00193502	EX074203	INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE _ IGN	Ecole publique	7 500,00 €	10 500,00 €

Référence administrative - Demande	Numéro dossier IRIS	NOM de l'établissement	Type d'établissement	Subvention attribuée en 2022-2023	Montant proposé au vote 2023-2024
00193533	EX074200	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE PARIS VAL DE SEINE _ ENSAPVS	Ecole publique	14 200,00 €	16 200,00 €
00193556	EX074579	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT	Ecole publique		3 600,00 €
00193562	EX074206	POLE SUPERIEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PARIS - BOULOGNE BILLANCOURT _ PSPBB	Ecole publique	5 850,00 €	7 500,00 €
00193768	EX074207	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS _ ENSAD	Ecole publique	7 500,00 €	9 000,00 €
00193940	EX074205	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DE CERGY _ ENSAC	Ecole publique	7 500,00 €	7 500,00 €
00194110	EX074204	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE PARIS-MALAQUAIS _ ENSAPM	Ecole publique	8 000,00 €	11 000,00 €
00194422	EX074197	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE VERSAILLES _ ENSAV	Ecole publique	11 950,00 €	13 950,00 €
00194430	EX074196	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS-BELLEVILLE _ ENSAPB	Ecole publique	10 150,00 €	12 150,00 €
00194722	EX074184	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE LOUIS-LUMIERE _ ENSLL	Ecole publique	4 500,00 €	7 500,00 €
00201671	EX074179	LYCEE DES METIERS BOULLE ESAA	Ecole publique	7 000,00 €	7 000,00 €
00201962:7228	EX074176	LYCEE TECHNOLOGIQUE MAXIMILIEN VOX-ART-DESSIN	Ecole publique	5 000,00 €	5 000,00 €
Montant total pour 30 Ecoles publiques =					302 550,00 €
Total général					3 090 225,00 €

**ANNEXE 4 : Convention type Bourses Mobilité IDF  
DUT Licence Master 2023-2024.docx**



**CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET  
L'ETABLISSEMENT « «Tiers» »**

**RELATIVE A L'AIDE REGIONALE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS  
« BOURSE MOBILITE ÎLE-DE-FRANCE »**

**CONVENTION N° «N\_dossier\_IRIS»  
ANNEE UNIVERSITAIRE 2023-2024**

La Région Ile de France  
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée  
par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° «CP\_n» du «Date\_Délib»,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : «Tiers»  
dont le statut juridique est : «Statut\_Etablissement»  
dont le n° SIRET est : «N\_SIRET»  
dont le siège social est situé au :

«Adresse\_administrative\_\_Rue\_partie\_1»

«Adresse\_administrative\_\_Rue\_partie\_2»

«Adresse\_administrative\_\_Code\_postal»

«Adresse\_administrative\_\_Ville»

ayant pour représentant, «Représentant\_légal\_\_Genre» «Représentant\_légal\_\_Prénom»  
«Représentant\_légal\_\_Nom», «Représentant\_légal\_\_Qualité»

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants, dénommé « Bourse Mobilité Île-de-France (IDF) », adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 18 novembre 2010 (référence dossier n° «N\_dossier\_IRIS»).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de gestion par l'établissement de la subvention accordée par délibération «CP\_n» du «Date\_Délib» au

bénéficiaire dans le cadre du dispositif régional « **Bourse Mobilité Île-de-France** » pour l'année universitaire 2023-2024.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant prévisionnel maximum s'élève à «**Montant\_Subvention**» € correspondant à **100%** de la dépense subventionnable.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES AU DISPOSITIF REGIONAL**

### **Art 2.1 : Obligations liées à l'information sur le dispositif**

Le bénéficiaire doit respecter les conditions générales du dispositif précisées ci-après.

Le bénéficiaire doit assurer à tous ses étudiants une information complète et transparente sur la nature et les objectifs du programme régional « Bourse Mobilité IDF » mis en œuvre par le financement de la Région. Il leur garantit un égal accès à l'aide en s'appuyant notamment sur les supports d'information mis en place par la Région. Le bénéficiaire précise que le dispositif régional constitue une aide et non un droit, ouvert à tout étudiant remplissant les critères d'éligibilité : critères de ressources et de séjour de formation à l'étranger (nature, durée et destination).

Le bénéficiaire s'engage à désigner une personne référente pour l'exécution de la présente convention, qui sera identifiée comme l'interlocutrice privilégiée des étudiants boursiers et des services de la Région. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le bénéficiaire doit en aviser immédiatement son correspondant à la Région. Obligation lui est faite de désigner alors un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

### **Art 2.2 : Conditions d'éligibilité des étudiants**

#### **Art 2.2.1 : Critère social applicable à la candidature**

Le niveau de ressources de l'étudiant est évalué sur la base du dernier avis d'imposition sur le revenu personnel, ou celui des parents ou tuteurs s'il n'est pas indépendant financièrement. En cas d'indépendance financière déclarée, la situation de l'étudiant est appréciée sur production d'une quittance justifiant d'un domicile distinct du foyer familial et justification de ressources personnelles correspondant au minimum à 50% du SMIC brut annuel (hors pension alimentaire). Si ces deux conditions cumulatives ne sont pas réunies, seul l'avis d'imposition des parents ou tuteurs sera pris en compte.

Dans l'impossibilité de fournir l'ensemble des pièces demandées, l'étudiant sera considéré comme dépendant financièrement de ses parents ou tuteurs et devra fournir les pièces requises.

En cas d'événement exceptionnel survenu entre l'avis d'imposition attendu et la date de dépôt de la candidature, entraînant une diminution durable et notable de ses ressources, l'étudiant pourra demander sa prise en compte sous réserve de produire des éléments justifiant à la fois du changement et permettant un calcul de la perte de ressources correspondantes.

Sur la base de ces informations, sont déclarées éligibles les candidatures d'étudiant justifiant d'une non-imposition ou dont le quotient familial, résultant de la division du revenu brut global par le nombre de parts fiscales, est inférieur à 19.190 euros.

A noter : Si la situation de l'étudiant nécessite l'étude d'une dérogation après instruction de son dossier par l'établissement, ce dernier devra le soumettre à l'avis de l'administration régionale (Service Vie étudiante). Ces demandes de dérogation doivent néanmoins rester exceptionnelles.

#### **Art 2.2.2 : Niveau d'étude du candidat**

Le candidat doit être inscrit dans une formation initiale, hors apprentissage, alternance et année de césure :

- dès la première année de préparation au bachelor universitaire de technologie,

- à partir du niveau Licence jusqu'à Master (y compris les seconds cycles d'études médicales) selon la terminologie du schéma européen des diplômes.

Les étudiants inscrits dans les formations sanitaires et sociales financées par la Région au titre de sa compétence sont éligibles au dispositif « Bourses Mobilité IDF », à partir du moment où ils sont également inscrits dans une université.

Sont exclus du dispositif régional « Bourses Mobilité IDF » les étudiants inscrits en doctorat et les étudiants inscrits en section de techniciens supérieurs (STS) qui peuvent par ailleurs bénéficier d'un autre dispositif régional d'aide à la mobilité internationale.

#### Art 2.2.3 : Séjours de mobilité concernés

La période de formation effective à l'étranger doit être d'une durée minimale d'un mois. Il peut s'agir d'un séjour d'études ou d'un stage.

Elle doit être réalisée dans le cadre d'un accord inter-établissements (partenariat d'échange entre établissements d'enseignement, convention de stage avec un organisme public ou privé), quelle qu'en soit la destination à l'étranger (à l'exception des collectivités locales d'outre-mer). De plus, un étudiant ne pourra pas bénéficier de l'aide régionale s'il part en mobilité dans un lieu de formation rattaché à son établissement francilien (de campus à campus).

La durée du séjour est déterminée en fonction des dates effectives de début et de fin de formation, attestées dans l'accord de partenariat signé avec l'établissement d'accueil ou dans la convention de stage fournis par l'étudiant à l'appui de sa candidature.

#### **Art 2.3 : Montant de l'aide à l'étudiant**

L'étudiant éligible peut bénéficier d'un accompagnement compris entre 250 et 450 euros par mois de formation à l'étranger, dans la limite de 10 mois sur une même année universitaire.

### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE**

*Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).*

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et l'établissement (= le bénéficiaire) sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et l'établissement sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France » – Année 2022/2023 sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

#### **Violation de sécurité :**

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

L'établissement prend toutes les dispositions nécessaires pour suivre la gestion du financement régional qui lui est confié dans le cadre de la présente convention, notamment en ouvrant une ligne spécifique dans ses comptes, au bénéfice de la Région et en créant les subdivisions de comptes nécessaires et en organisant un suivi analytique dédié.

En particulier, il crée dans son outil de suivi, les subdivisions nécessaires pour suivre notamment les mouvements de trésorerie afférents aux crédits dont la gestion lui est confiée par la Région, afin d'assurer le respect des obligations d'information comptable.

L'établissement opère la reddition des comptes prévue une fois par an dans le respect des délais réglementaires de production du compte du comptable public de la Région.

Les comptes sont produits par l'établissement et retracent la totalité des opérations de dépenses et de recettes réalisées au titre de la présente Convention de mandat.

Les comptes produits dans les conditions prévues précédemment sont soumis à l'approbation du comptable public de la Région préalablement à leur intégration dans les comptes du mandat.

Avant intégration dans ses comptes, le comptable public de la Région contrôle les opérations exécutées par l'établissement.

Si les contrôles mentionnés à l'alinéa précédent révèlent une irrégularité, les opérations irrégulières ne sont pas comptabilisées par le comptable public de la Région.

En cas de recouvrement d'un indu, l'établissement doit s'assurer de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances.

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- En application de l'article 3.1, fournir des éléments de suivi et de bilan de mise en œuvre du dispositif sur l'année universitaire.

Conformément aux modèles transmis par la Région au moment de la notification de subvention et signature de la convention, **l'établissement doit transmettre les coordonnées des étudiants bénéficiaires dès la décision d'attribution** des aides arrêtée.

**IMPORTANT** : Les coordonnées des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale doivent obligatoirement être également transmises au Service Vie étudiante de la Région, via une

plateforme d'échanges de documents sécurisé (*celle utilisée par l'établissement et/ou la plateforme d'échanges de fichiers de la Région*), dans un format exploitable (Excel).

## **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

### **Art. 5.1 : Communication liée au dispositif régional « Bourses Mobilité – Ile-de-France »**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **Art. 5.2 : Notification aux étudiants bénéficiaires de l'aide régionale**

Le bénéficiaire est responsable de l'information des étudiants sur la décision d'attribution de l'aide régionale et doit impérativement joindre à sa propre lettre de notification, le courrier de notification transmis par la Région Ile-de-France dès validation de la décision d'attribution.

### **Art. 5.3 : Contribution aux Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France**

La Région propose aux étudiants partant en mobilité à l'international de concourir aux « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Île-de-France », en réalisant un projet individuel ou en collectif de valorisation de la région et de son écosystème d'enseignement supérieur et de recherche. Les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale « Bourse Mobilité IDF » peuvent y participer.

Ainsi l'établissement partenaire s'engage à diffuser les informations transmises par la Région sur ce concours auprès de leurs étudiants correspondant au public-cible, et à communiquer les coordonnées de ces étudiants aux services de la Région (Service Vie étudiante) en vue de les tenir informés du prochain concours qui sera lancé pour l'année 2023-2024.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **Art. 7.1 : Caducité**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 2 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **Art. 7.2 : Modalités de versement**

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes, sur demande du représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Les demandes de versement doivent être adressées à la Direction de la Comptabilité de la Région, tenant compte des modalités précisées ci-après.

#### **Art 7.2.1 : Versement d'avances**

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, dans la limite de 80% du montant de la subvention attribuée. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### **Art 7.2.2 : Versement d'acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués. Chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme. La demande précise notamment, pour chaque bénéficiaire, les références, dates et montants des actes payés au titre de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### **Art 7.2.3 : Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants (*selon les modèles transmis par la Région*) :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des actes payés aux étudiants. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme. Il doit comporter en outre la signature, le nom, la qualité et le cachet de l'agent comptable (comptable public, expert-comptable ou commissaire aux comptes si l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, ou, à défaut, trésorier de l'organisme subventionné). Ce dernier certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- un bilan financier daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire ainsi que l'agent comptable, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.
- un rapport d'activités daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **Art. 7.3 : Révision du montant subventionné**

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **Art. 7.4 : Éligibilité des séjours**

Sont éligibles dans le cadre de cette convention les séjours en mobilité internationale dont les départs sont compris entre le 1<sup>er</sup> juillet 2023 et le 30 juin 2024.

### **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE REGIONALE APPLICABLES EN CAS DE FORCE MAJEURE**

Un cas de force majeure est une situation exceptionnelle liée à un événement extérieur, imprévisible et irrésistible dans ses effets, indépendant de la situation individuelle, personnelle et familiale de l'étudiant.

En cas de force majeure, et après accord entre les signataires de la présente convention, les mesures applicables pour le versement des aides aux étudiants sont les suivantes :

- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale qui voient leur mobilité internationale écourtée : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu à hauteur du montant attribué par l'établissement, quelque que soit la durée du séjour effectivement réalisée.
- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale dont le séjour est annulé : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu à hauteur des frais réellement et déjà engagés par l'étudiant qui ne peuvent être par ailleurs remboursés, et dans la limite du montant attribué par l'établissement.
- Pour les étudiants devant reporter leur séjour à l'étranger après la fin de l'année universitaire (entendue au 30 juin) : l'aide régionale est maintenue si la mobilité s'inscrit toujours dans le cadre de son cursus d'études supérieures. Le report du départ en mobilité ne peut excéder 12 mois. Les dépenses liées sont prises en compte sur la dotation attribuée à l'établissement pour l'année universitaire d'obtention de l'aide régionale.

### **ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional. Elle prend fin lors du versement du solde ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 11 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations prévues dans la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du bilan financier, le rapport d'activités et les coordonnées des étudiants bénéficiaires de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le  
**Pour l'établissement,**

«Tiers»  
«Représentant\_légal\_\_Qualité»,

Le  
**Pour la présidente de la Région Île-de-France,  
et par délégation,**

«Représentant\_légal\_\_Prénom»  
«Représentant\_légal\_\_Nom»



<b>ANNEXE À LA CONVENTION RELATIVE L'AIDE REGIONALE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS « BOURSE MOBILITE ILE-DE-FRANCE » 2023-2024</b>
--

## **OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et l'établissement sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et l'établissement sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la gestion du dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France » – Année 2023/2024, et de définir les responsabilités des Parties concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### **2. Obligations respectives des responsables conjoints**

#### **2.1 Finalités du traitement**

Les Parties déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir l'instruction, l'attribution et le versement d'aides régionales dans le cadre du dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France » – Année 2023/2024, conformément au règlement d'intervention adopté par le Conseil régional d'Île-de-France le 18 novembre 2010 (délibération n° CR 72-10).

#### **2.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Chaque Partie définit ses propres moyens de traitement pour la bonne réalisation du projet objet de la présente convention.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

#### **2.3 Données traitées**

##### ***Données courantes***

- ☒ Etat civil, identité: nom, prénom, adresses postale et électronique
- ☒ Vie personnelle (diplômes...): domaine, niveau d'études, diplôme visé, pays de mobilité, nature du séjour (stage ou études), dates de début et de fin de formation à l'étranger
- ☒ Informations d'ordre économique et financier (situation fiscale...): quotient familial, montant de l'aide versée

### ***Données sensibles ou à caractère hautement personnel***

Aucune donnée sensible ou à caractère hautement personnel

#### **2.4 Catégories de personnes concernées**

Les personnes concernées sont les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale à la mobilité internationale attribuée par l'établissement dans le cadre du dispositif « Bourses Mobilité Île-de-France » – Année 2023/2024.

#### **2.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune sur les données un bilan quantitatif et typologie du public bénéficiaires de ces aides régionales d'urgence.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

- la Région finance le dispositif, pilote l'évaluation et met en œuvre des moyens de communication aux étudiants bénéficiaires ;
- l'établissement assure la communication aux étudiants cibles, instruit et traite les dossiers des étudiants éligibles, verse l'aide régionale aux étudiants bénéficiaires, et transmet à la Région la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide régionale (comprenant des données à caractère personnel).

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

### **3. Respect des obligations légales**

#### **3.1 Durée de conservation**

La durée de conservation des données est confiée aux Parties pour une durée de cinq ans.

#### **3.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par l'établissement.

#### **3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par l'établissement. La Région les met également en œuvre pour les données transmises par l'établissement dans le cadre de la présente convention.

#### **3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par l'établissement. La Région les met également en œuvre pour les données transmises par l'établissement dans le cadre de la présente convention.

#### **3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par l'établissement. La Région les met également en œuvre pour les données transmises par l'établissement dans le cadre de la présente convention.

#### **3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par l'établissement. La Région les met également en œuvre pour les données transmises par l'établissement dans le cadre de la présente convention.

### **3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par l'établissement. La Région les met également en œuvre pour les données transmises par l'établissement dans le cadre de la présente convention.

L'établissement est responsable de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

L'établissement a, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.
- Notifier les informations à la Région.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par l'établissement qui notifiera les changements à la Région par tout moyen qu'il estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

## **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

## **5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## **6. Violation de sécurité**

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Chacune des Parties met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par l'autre Partie.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

## **7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

≤ Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

≤ Le contact Etablissement de l'autorité de contrôle compétente : XXXXXXXXXXXX@XXXXXX

## **8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

## **9. Communication des grandes lignes**

Chacune des Parties définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes : l'information aux étudiants est assurée par l'établissement.

## **10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

## **11. Sous-traitance**

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

---

## **ANNEXE 5 : Liste complémentaire des bénéficiaires Bourses Mobilité Île-de-France BTS - Année 2022- 2023**

« Bourses Mobilité IDF – BTS » - Année universitaire 2022-2023  
Liste complémentaire des bénéficiaires du dispositif

*à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

---

## **ANNEXE 6 : Liste complémentaire de bénéficiaires Bourses Mobilité Île-de-France Doctorants - Année 2023-2024**



Dispositif « Bourses Mobilité IDF Doctorants » – Année universitaire 2022-2023  
Liste complémentaire des bénéficiaires au 2<sup>ème</sup> appel à candidatures  
*à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional*

---